

**ARTERE DU COTENTIN II
Canalisation en DN400
entre Ifs (14) et Gavrus (14)**



**Demande d'Autorisation
Préfectorale de transport de gaz
avec enquête publique
n° AP-CIN-0152**

**Demande de Déclaration
d'Utilité Publique (DUP)**

Pièce 12A

**MISES EN COMPATIBILITE
DES DOCUMENTS D'URBANISME
COMMUNE DE FLEURY-SUR-ORNE(14)**

Sommaire du dossier de Mise en compatibilité du Plan Local d’Urbanisme

*(en application des articles L. 153-54 à L. 153-58
et R. 153-13, R. 153-14 et R. 153-18 à R. 153-22 du code de l’urbanisme)*

Commune de Fleury-sur-Orne

1. Note de présentation et plan de situation,
2. Évaluation environnementale (Art. R104-8 – Code de l’Urbanisme),
3. Extrait du règlement de la zone A – Rédaction initiale,
4. Extrait du règlement de la zone A – Projet de modification.

Mise en compatibilité du Plan Local d’Urbanisme
*(en application des articles L. 153-54 à L. 153-58
et R. 153-13, R. 153-14 et R. 153-18 à R. 153-22 du code de l’urbanisme)*

DEPARTEMENT

CALVADOS (14)

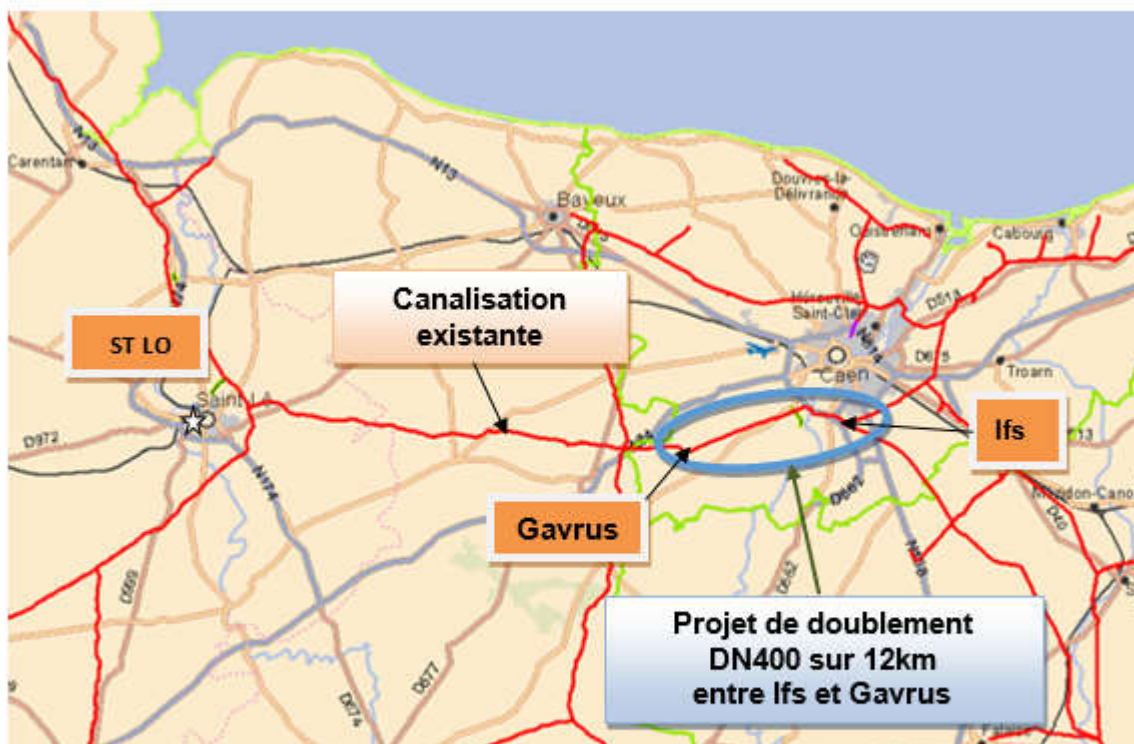
COMMUNE

FLEURY-SUR-ORNE

NOTE DE PRESENTATION ET PLAN DE SITUATION

1/ Présentation du projet

Le projet de construction Artère du Cotentin II, nouvelle canalisation Ifs (14) – Gavrus (14) en doublement du réseau existant permet de répondre à des demandes d’augmentation de capacité de la part de clients déjà connectés au réseau ou qui prévoient de l’être prochainement. Ce projet offrira aussi de nouvelles alternatives énergétiques aux collectivités locales, aux particuliers et des perspectives de développement pour les industriels de la région.



Situation du projet

La mise en service de ce nouvel ouvrage est programmée pour 2021.

Durant les travaux, le chantier, qui emploiera près de 90 personnes pour la canalisation et 20 personnes pour chacun des sites en période de pointe, apportera une contribution à l’économie locale.

2/ Contraintes liées à la réalisation et à l’exploitation de l’ouvrage

Le projet proposé par GRTgaz résulte des contraintes techniques, environnementales, économiques et humaines rencontrées lors des études. La recherche du moindre impact a été le souci constant au cours de l’élaboration du projet.

La réalisation de la canalisation nécessite l’utilisation temporaire d’une emprise de travaux et l’abattage des produits forestiers. Cette emprise est affectée au creusement de la tranchée, au stockage des déblais, à la mise en place des tubes et à leur traitement (soudure, enrobage, essais, etc.).

Après les travaux, dans la bande de servitude non sylvandi et non aedificandi (8 mètres pour la canalisation DN 400) subsiste l’interdiction de :

- Planter des arbres de haute tige, sur la largeur de la servitude, pour assurer la protection et la surveillance de la canalisation
- Procéder à des constructions et à des modifications de profil du terrain.

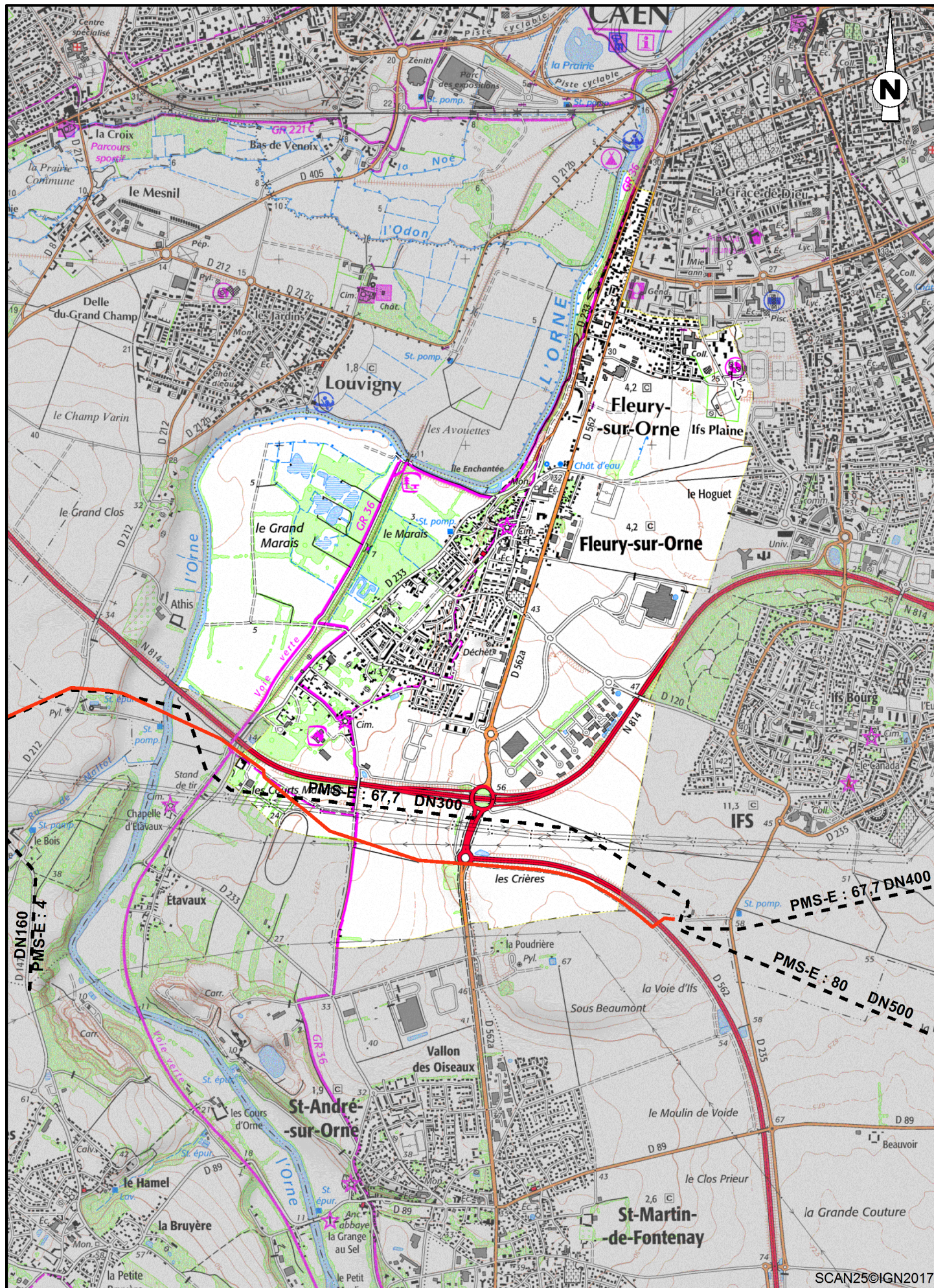
Le Règlement du Plan Local d’Urbanisme de la commune de Fleury-sur-Orne ne prévoyant pas la possibilité d’implanter des ouvrages techniques déclarés d’utilité publique dans la zone A il y a lieu de prévoir la mise en compatibilité du règlement concernant ladite zone.

3/ Localisation des terrains concernés par la demande de mise en compatibilité du P.L.U.

La carte au 1/25000 et les extraits du plan de zonage de la commune de Fleury-sur-Orne, figurant au présent dossier, situent le tracé retenu.

Les extraits des règlements de zone joints correspondent au règlement de la zone A et font apparaître les parties où il est nécessaire d’en modifier la rédaction.

Le Plan Local d’Urbanisme de la commune de Fleury-sur-Orne a été approuvé le 17 août 1978 et révisé pour la dernière fois le 21 septembre 2006 (révision n°2).



— Tracé projeté - Artère du COTENTIN II
- - - Canalisations GRTgaz existantes

CONFORME
 A L'ORIGINAL
 du 30/03/2018



CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Département du Calvados (14)
 Commune de Fleury-sur-Orne (14271)

ARTERE DU COTENTIN II

CANALISATION IFS - GAVRUS

DN400

Plan de situation Mise en compatibilité

Etabli par	Date	Vérfié par	Date	Approuvé par	Date
G.HEBERT		P. CELERIER		BOUHALLA-BRISSAY F.	

Indice	Initiateur	Date	Objet	Etabli par	Vérfié par	Validé par
0	G.HEBERT	06/06/2017	Création du document	G.HEBERT	P. CELERIER	B-B F.
1	G.HEBERT	30/03/2018	Mise à jour du tracé sur 12km	G.HEBERT	P. CELERIER	B-B F.

Echelle	Code Technique	Référence	Indice
1:25 000	-	5REN-TVS-POB-006	1 Folio 1

DIRECTION DE L'INGENIERIE - Département Bureau d'Etude - Territoire Val de Seine
 7, rue du 19 mars 1962 - 92622 GENNEVILLIERS Cedex - Tél. : 01 56 04 01 00 - Fax : 01 56 04 01 99 - www.grtgaz.com
 GRTgaz - RCS Nanterre 440 117 620

Ce document est la propriété de GRT Gaz, il ne peut être reproduit ou divulgué sans autorisation.

DEPARTEMENT

CALVADOS (14)

COMMUNE

FLEURY-SUR-ORNE

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
(ART. R104-8 – CODE DE L’URBANISME)

1/ Évaluation environnementale (Art. R104-8 – Code de l'urbanisme)

Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration, de leur révision ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

2° De leur révision, de leur modification ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000

2/ Examen au cas par cas

Conformément à l'article R. 104-30 du code de l'urbanisme les pièces exigées pour la demande d'examen au cas par cas sont les suivantes :

- 1° Une description des caractéristiques principales du document ;
- 2° Une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document ;
- 3° Une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

Conformément à l'article R. 104-30 du code de l'urbanisme, une saisine de l'Autorité Environnementale a été réalisée dans le cadre de la procédure « au cas par cas », et celle-ci a conclu que le projet n'était pas soumis à une évaluation environnementale.

DEPARTEMENT

CALVADOS (14)

COMMUNE

FLEURY-SUR-ORNE

ZONE A

REDACTION INITIALE

Extrait du Règlement

IV - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE AGRICOLE

**ZONE
A**

Caractère de la zone

Sont classés en zone A les secteurs de la commune, équipés ou non, que l'on souhaite protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Y sont seulement autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article A.1 Occupations et utilisations du sol interdites

Art. A.1

Les occupations ou les utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Toute nouvelle construction ou installation dès lors qu'elle n'est pas liée et nécessaire à une exploitation agricole, ou aux activités autorisées à l'article A2.
- Tout lotissement,
- Tout changement de destination au profit d'occupations non-liées ou nécessaires à l'activité agricole, ou aux occupations autorisées dans la zone.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés,
- Les abris de fortune.
- Le stationnement des caravanes pendant plus de 3 mois.

Article A.2 Occupations ou utilisations du sol soumises à conditions particulières

Art. A.2

Les nouvelles constructions à usage d'habitation sont autorisées dès lors qu'elles sont nécessaires à l'activité d'un siège agricole et sous réserve, que leur situation dans la zone agricole soit justifiée par la présence de constructions agricoles.

Les équipements publics ou d'intérêt collectif sont autorisés dès lors que du fait de leur nature ou de leur destination ils ne sauraient être édifiés ailleurs.

De plus :

Dans les périmètres de protection de forage : Toute occupation ou utilisation du sol devra être compatible avec les dispositions de l'arrêté préfectoral déclarant l'utilité publique de la prise d'eau dans l'Orne pour ne pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines.

Dans les zones à protéger contre le bruit des infrastructures terrestres (repérées sur le règlement graphique) : les constructions sont soumises à des normes d'isolement phonique en application des arrêtés préfectoraux des 15 décembre 1999 et 6 juillet 1999.

DEPARTEMENT

CALVADOS (14)

COMMUNE

FLEURY-SUR-ORNE

ZONE A

PROJET DE MODIFICATION

Extrait du Règlement

IV - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE AGRICOLE

**ZONE
A**

Caractère de la zone

Sont classés en zone A les secteurs de la commune, équipés ou non, que l'on souhaite protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Y sont seulement autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article A.1 Occupations et utilisations du sol interdites

Art. A.1

Les occupations ou les utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Toute nouvelle construction ou installation dès lors qu'elle n'est pas liée et nécessaire à une exploitation agricole, ou aux activités autorisées à l'article A2.
- Tout lotissement,
- Tout changement de destination au profit d'occupations non-liées ou nécessaires à l'activité agricole, ou aux occupations autorisées dans la zone.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés,
- Les abris de fortune.
- Le stationnement des caravanes pendant plus de 3 mois.

Article A.2 Occupations ou utilisations du sol soumises à conditions particulières

Art. A.2

Les nouvelles constructions à usage d'habitation sont autorisées dès lors qu'elles sont nécessaires à l'activité d'un siège agricole et sous réserve, que leur situation dans la zone agricole soit justifiée par la présence de constructions agricoles.

Les équipements publics ou d'intérêt collectif sont autorisés dès lors que du fait de leur nature ou de leur destination ils ne sauraient être édifiés ailleurs.

De plus :

Dans les périmètres de protection de forage : Toute occupation ou utilisation du sol devra être compatible avec les dispositions de l'arrêté préfectoral déclarant l'utilité publique de la prise d'eau dans l'Orne pour ne pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines.

Dans les zones à protéger contre le bruit des infrastructures terrestres (repérées sur le règlement graphique) : les constructions sont soumises à des normes d'isolement phonique en application des arrêtés préfectoraux des 15 décembre 1999 et 6 juillet 1999.

Les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz sont autorisées, y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité. Elles devront être compatibles avec les projets routiers classés d'intérêt général.